

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-pontoise

Pontoise, le 5 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 1^{er} février 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société AP METAL RECYCLAGE

ZA DES BETHUNES
5 RUE D ANJOU
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : [référence à compléter](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement AP METAL RECYCLAGE implanté au 5 rue d'Anjou à Saint-Ouen l'Aumône,. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AP METAL RECYCLAGE
- Code AIOT : 0006515045
- Régime : Autorisation, Non Seveso, Non IED

La société AP METAL RECYCLAGE exerçait une activité de tri/transit de métaux autorisée arrêté préfectoral du 23 mai 2013. La société a été placée en liquidation judiciaire suite au jugement prononcé par le tribunal de commerce de Pontoise le 22 mars 2019.

Par courrier du liquidateur du 11 juillet 2019, celui-ci précisait que la liquidation ne disposait d'aucun fonds permettant de satisfaire aux exigences du Code de l'environnement en matière de cessation d'activité. Cela étant, la procédure administrative se poursuit à son encontre en vue de faire respecter les articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement relatifs à la cessation d'activité des ICPE soumises au régime de l'autorisation.

Par arrêté préfectoral du 22 janvier 2021, le mandataire judiciaire a été mis en demeure de mettre en sécurité le site. Par rapport d'Inspection du 21 avril 2022, l'Inspection proposait la prise d'un arrêté préfectoral de consignation de sommes d'un montant de 75 000 euros.

L'objet de la présente visite est le récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 janvier 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Remise en état du site	Code de l'environnement du 15/02/2024, article R.512-39-1 III.	Demande de justificatifs au liquidateur	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Informations autres
1	Mise en sécurité du site	Article R.512-39-1 II. du Code de l'environnement	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons pu constater que les déchets entreposés sur le site ont été évacués. Il est attendu de la part du liquidateur judiciaire la justification de la remise en état du site suivant les dispositions du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22 janvier 2021, article 1
Article R.512-39-1 II. du Code de l'environnement

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité du site

Prescription contrôlée :

Article 1 de la mise en demeure du 22 janvier 2021

Conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, la société AP METAL RECYCLAGE représentées par son mandataire judiciaire ... est mise en demeure pour le site implanté à Saint-Ouen-l'Aumône ... de respecter, sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de mise en sécurité du site en évacuant les déchets présents telles que prévues à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

Article R.512-39-1 II. du Code de l'environnement

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats : Par visite d'inspection du 12 avril 2022, il était constaté que la mise en demeure du 22 janvier 2021 exigeant la mise en sécurité du site n'était pas respectée puisque les déchets présents sur le site n'avaient pas été évacués.

Lors de la visite d'Inspection du 1^{er} février 2024, nous avons constaté l'évacuation des déchets entreposés en intérieur et en extérieur du bâtiment.

Le mandataire judiciaire n'a transmis aucun document relatif à l'évacuation des déchets.

Contacté téléphoniquement le 20 février 2024, la SCI RIVOLI BRETAGNE propriétaire des lieux indique avoir évacué les déchets entre fin de l'année 2022 et mars 2023 en direction d'établissements autorisés à les recevoir.

Les déchets ayant été évacués et aucune autre source de nuisance en relation avec les obligations de mise en sécurité n'étant identifiée, nous considérons que la mise en demeure du 22 janvier 2021 a été suivie d'effets. Par suite, la proposition de consignation d'un montant de 75 000 euros formulée par rapport de l'Inspection du 21 avril 2022 n'a plus de raison d'être.

Type de suites proposées : Sans suites, levée de mise en demeure

N° 2 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R.512-39-1 III.
Thème(s) : Remise en état du site
Prescription contrôlée : L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<p>Constats : Nous constatons que le mandataire judiciaire n'a pas justifié avoir placé le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p> <p>Par courrier du 20 juin 2019, La SCP CANET, mandataire judiciaire de la société AP METAL RECYCLAGE, indique ne pas disposer des fonds afin de mener à terme la procédure de cessation d'activité. L'Inspection constate qu'à aucun moment de la procédure le mandataire n'a justifié de l'état des créances de la société AP METAL RECYCLAGE.</p> <p>Non conformité n°2 : La SCP CANET, mandataire judiciaire de la société AP METAL RECYCLAGE, n'a pas justifié avoir placé le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. Il est demandé au mandataire judiciaire de justifier, sous un délai de 1 mois, avoir placé le site de l'installation dans un état conforme à ces dispositions, ou, à défaut, de justifier d'un état d'impécuniosité de la société AP METAL RECYCLAGE ne lui permettant pas de procéder à la réhabilitation du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs au mandataire judiciaire
Proposition de délais : 1 mois